L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

ON PAIE QUOTIDIEN..... $12 / TRIS FOIS PAR SEMAINE, $10 / payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 26 AVRIL 1841.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.

REVUE DE LA SEMAINE.

Pendant la semaine qui vient de s'écouler, il est parvenu des nouvelles qui ne sont pas sans importance.

L'arrivée de l'Acadia nous a confirmé dans l'idée que, que selon toute probabilité, l'affaire de M. Leod n'aura pas de suites sérieuses et que le rapport de M. Pickens aura trompé l'attente de ses auteurs.

Les élections du Connecticut sont on ne peut plus favorables au succès de notre cause: Les candidats démocrates whigs ont partout triomphé. Il en est de même dans les élections municipales de Brooklyn. A New York la cause de la réforme est décidément en progrès. Une majorité de 1600 voix l'an dernier se trouve maintenant réduite à 400, et nul doute qu'avec un peu plus de zèle on n'eut remporté une victoire complette et décisive. Quoiqu'il en soit on peut s'applaudir de ce résultat qui prouve incontestablement la marche progressive des grands principes démocratiques.

Quelques tentatives tendant à jeter des doutes sur l'orthodoxie des principes politiques du président Tyler ont encore été faites; mais fort inutilement. Les doutes qu'on a pu avoir à cet égard ont été dissipés, complètement dissipés par l'adresse publiée naguère, adresse où règne une netteté et une franchise parfaites. On peut donc dire à ces fauteurs de discordes: vous perdez votre temps et vos peines; vous avez beau dire, nous savons à quoi nous en tenir. Il est même évident que la correspondance insérée par le *New Era* de New York n'avait d'autre but que d'influencer quelques votans en faveur du parti Van Buren.

Depuis quelques jours les incendies se succèdent avec une effrayante rapidité. Après celui de Frost & Co, vient celui de Beach & Co, et enfin celui de M. Depouilly, sans compter les petites incendies sans grande importance. Celui de M. Beach a surtout produit une douloureuse sensation car il paraît que trois individus ont été ensevelis sous les décombres.

A part le danger que font courir aux individus les incendies, la perte de capitaux qui en résulte pour la société en général est très grande et affecte plus qu'on ne le croit communément la fortune et la prospérité publique. Ne serait-il donc pas temps d'aviser sérieusement aux moyens de diminuer le nombre des incendies?

Passant des affaires aux plaisirs qui, pour beaucoup d'entre privilégiés, sont aussi des affaires et même des affaires très sérieuses, le Théâtre d'Orléans est on ne peut mieux servi. Malgré l'élévation des prix, Fanny Elssler ne manque jamais d'attirer la foule, mais une foule de bon ton, une foule élégante, parfumée, la foule du Théatre d'Orléans en un mot; et chaque soir la gracieuse danseuse reçoit une nouvelle et plus enthousiastique ovation.

La première représentation de *Lazare le Pâtre*, drame en cinq actes, cette monstruosité dramatique où les crimes se comptent par douzaine, avait attiré beaucoup de monde dimanche. Malgré cette circonstance nous persistons à croire que la Nouvelle Orléans n'a pas de public pour le drame et encore moins pour le drame à la façon de M. Bouchardy.

COMBAT DE CHIENS SUR LA PLACE D'ARMES.

On sait que depuis long temps la place d'Armes est pour ainsi dire consacrée aux innocens ébats des enfans; c'est même le seul endroit, dans un rayon fort étendu de la première municipalité, où il puissent se livrer à leurs jeux librement et sans crainte d'accidens. On a donc eu grande surprise, hier, qu'en chose si précisément en lieu pour faire battre des chiens; et avec une plus grande surprise encore que la police le permit.

Le spectacle de ces combats de chiens avait attiré un très grand nombre de curieux et nous tenons de très bonne source que plusieurs enfans ont été renversés et plus ou moins maltraités. Assurément nous devons pas la pensée que personne ait pu avoir d'intention de faire aucun mal aux enfans; mais comme il est naturel que la foule suive les mouvements souvent très brusques des combattans, on conçoit que de graves accidents peuvent et doivent même en résulter quoique très innocemment. Le faute en est tout entière à ceux qui ont choisi si imprudemment le lieu du combat et à ceux qui pouvant l'empêcher ne l'ont pas fait.

En présentant ces courtes observations nous ne faisons que nous rendre l'écho des justes et énergiques réclamations de quelques pères de famille. Nous osons donc espérer qu'on prendra des mesures pour que pareille chose n'arrive plus.

Quelques ouvrages qui ont eu lieu, à ce qu'il paraît, à la Banque de l'Etat, ont pendant ces derniers jours vivement préoccupé l'attention publique. Et comme il arrive toujours en ces circonstances, la rumeur publique grossit le mal d'une manière surprenante pour ne pas dire à l'infini. Le premier jour on parlait d'une quarantaine de mille piastres, maintenant on va jusqu'à quatre-vingt et cents. Peut être la banque ferait elle bien d'exposer elle même ce qui il en est afin de mettre un terme aux exagérations de *on dit*.

INCENDIE.

Avant-hier, à onze heures du soir, le bal d'établissement de M. Depouilly, près du Rail Road, Troisième Municipalité, a été détruit par un violent incendie. Nous pensons que M. Depouilly était assuré, du moins pour une partie.

Nous avons reçu en réponse à l'article de M. P. Biron, inséré dans le *Courrier* de samedi, une communication dont l'insertion a été refusée parce qu'il s'y trouvait quelques personnalités. Nous avons seulement consenti à publier, dans notre partie anglaise, une copie du jugement rendu par le Courrier des Preuves. Jugement qui a occasionné cette discussion.

Il paraît que les portes des trois ou quatre des plus grands magasins de St. Louis ont été enfoncées par quelques individus qui, après avoir assommé les commis qui se trouvaient là et volé tout ce qu'ils ont pu trouver de plus précieux, ont mis le feu aux magasins.

Un M. Baker, commis de MM. Simon, Morrison et Co a été horriblement mutilé avec un *bowie-knife*, et un commis de M. McGill qui se trouvait dans la même chambre a été tué d'un coup d'arme à feu à la tête. Le magasin de MM. Simon, Morrison & Co. a été pillé et brulé ainsi que celui de MM. Collier et Peters. Celui de Kennet, White & Co. a beaucoup souffert mais n'est pas totalement détruit. La mairie de St. Louis offre $5000 pour l'arrestation des coupables.

Comme il est possible que les personnes qui ont commis ces crimes soient déjà parmis nous, nous ne pouvons que recommander à la police et aux citoyens de faire bonne garde pour prévenir de semblables méfaits.

ELECTIONS MUNICIPALES.

New York.—Comme on s'y attendait les Tory ont nommé leur maire et la majorité du conseil; cependant, et malgré l'apathie des démocrates whigs au cette occasion, la majorité de Morris, le maire élu, n'excedera pas 350, tandis qu'elle était l'an dernier d'environ 1600. Cette diminution notable dans le chiffre de la majorité et l'élection d'un plus grand nombre d'aldermen whigs que l'an dernier prouvent que l'influence du lord écossais diminue à New York. On doit se rendre même que si les partisans de la nouvelle administration avaient tous voulu voter, leur candidat l'aurait emporté.

Baltimore.—Les élections de Brooklyn ont eu lieu le même jour que à New York. Le triomphe des démocrates y a été complet. Smith a été réélu par 725 voix de majorité: l'an dernier il n'en avait eu que 187. Tout le conseil est également whig.

(*Correspondance particulière de l'Abeille.*)

Washington, 13 avril 1841.

Le Président Tyler est maintenant assiégé par les solliceurs, mais non pas autant toute fois que son malheureux prédécesseur. Il vaut d'ailleurs d'adopter une mesure qui lui permettra d'être moins souvent dérangé et de se lever plus aisément aux affaires. Il a consacré deux heures de la journée à la réception de ceux qui ont quelque demande à lui adresser, c'est de dix heures à midi; après ce moment il est entièrement aux affaires publiques et ne reçoit plus que ses amis politiques ou les membres de cabinet avec lesquels il a de fréquentes conférences. Il est du reste résolu à introduire dans l'administration la plus grande régularité et une probité irréprochable; son message en fait foi; ses conversations et surtout les mesures qu'il a déjà commencé à mettre à exécution, en sont de nouvelles preuves. Il est surtout décidé à mettre fin à l'intervention des officiers fédéraux dans les élections. Hier l'ami très chaud d'un candidat à un poste particulier, plaidant sa cause auprès du président, disait en parlant de son concurrent, et dans l'intention de lui nuire: "Mais cet homme là a aussi un vaste pouvoir, il ne donnera aucune influence politique à l'administration."—"Je n'entends pas, dit le Président, que les officiers du gouvernement aient une influence politique." Vous pouvez vous imaginer le désappointement du solliciteur. De pareils faits garantissent au peuple la parfaite indépendance des élections; c'est là une réforme notable; tandis que l'administration formée complaît pour se maintenir sur le dévouement de cette armée d'employés à en doubler le nombre, le Président veut d'un repoutre entièrement et bon sens, à l'intelligence et au patriotisme du peuple. D'aussi loyales et d'aussi pures intentions ne peuvent manquer de recevoir leur prix.

Le Président n'a pas encore pris possession de la maison Blanche. Les conseils de cabinet ont lieu au département d'Etat dans les appartemens du secrétaire d'Etat. La famille de M. Tyler serait la semaine prochaine; Mme. Tyler est, dit-on, d'une santé fort délicate; mais elle sera secondée par sa fille, Mme. Jones et par sa belle fille, Mme. Tyler junior, qui est la fille du fameux tragédien Cooper et qu'on dit charmante. En outre Mme. Tyler a encore une fille qui n'est pas encore mariée et dont on fait les plus grands éloges. Une pareille société ne peut manquer de donner un grand attrait aux réunions de la Maison Blanche. Le Président prend pour son secrétaire particulier son second fils, M. John Tyler.

Washington, 14 avril 1841.

L'harmonie la plus parfaite continue à régner entre le Président Tyler et le cabinet; la nouvelle administration est parfaitement lancée maintenant et tout lui promet une heureuse carrière. De tous les points du pays le chef suprême reçoit les plus flatteuses expressions de la confiance publique.

Hier et aujourd'hui les conseils du cabinet se sont prolongés au delà de l'heure ordinaire. Le sujet dont il s'est occupé est de la plus haute importance; il a été question de l'état de nos relations avec l'Angleterre. M. Webster a soumis le projet de notes qui doivent être adressées à M. Fox et au ministre des Etats-Unis à Londres.

Vos lecteurs apprendront avec plaisir que le secrétaire de la guerre vient de décider que les deux petits fils du général Harrison seront places à West Point. Tous ont le fils de Mme. William Harrison; l'autre celui de la fille unique du brave général Pike, laquelle avait épousé le fils du général Harrison. Ce sont tous les deux des enfans de grande espérance, je suis convaincu qu'ils se distingueront quelque jour au service de la patrie qui montre en ce moment de si pieux sentimens pour leur aïeul.

Washington, 15 avril 1841.

Le président Tyler s'est installé aujourd'hui à la maison blanche. Son fils aîné est parti pour la Virginie pour aller chercher toute la famille du nouveau président. Le secrétaire particulier, Mr. John Tyler junior, a fait transporter ses effets dans la "White House," en présence du commissaire des bâtiments publics le colonel Cogland, et de Benjamin Harrison, le premier, neveu, le second, petit-neveu du Général Harrison. Cet inventaire a toujours lieu au moment de la prise de possession d'un nouvel exécutif.

Le conseil du cabinet s'est tenu aujourd'hui à la maison blanche, pour la première fois depuis la mort du Général Harrison; comme ces jours derniers, les délibérations ont eu pour objet l'état de nos relations avec la Grande Bretagne. On y a discuté les dépêches qui doivent être adressées par le département d'Etat, et l'on a gardé sur ce sujet la discrétion la plus absolue. Nos diplomates ont eu souvent le tort de mettre en cela trop de laisser-aller. Il est arrivé quelquefois que dans la cours des négociations des indiscrétions semi-officielles mécontentassent les gouvernements étrangers. Mr. Webster veut mettre ordre à cela.

Le bruit a couru aujourd'hui dans la ville qu'une flotte anglaise, composée de plusieurs vaisseaux de guerre, avait été aperçue avant hier à la hauteur de "*Hampton road*," mais ce bruit est sans aucune espèce de fondement: c'est une invention de quelque cerveau malade.

Voici à propos d'un des petits fils du Général Harrison une anecdote assez intéressante et qui prouve les bons rapports qui existaient entre le général et celui auquel il a succédé: je la tiens de la bouche même du premier: à la première entrevue, on temoigna de part et d'autre une grande cordialité. Après la mutuelle conversation le Général Harrison dit à Mr. Van Buren qu'il serait très heureux de lui être agréable en quelque manière que ce fût, lorsqu'il aurait possession du pouvoir; Mr. Van Buren le remercia, et le Général continua: "Avant cela j'ai moi-même une faveur à vous demander pour le petit fils d'un brave compagnon d'armes. Je desirerais que vous fussiez assez bon pour placer à West Point le petit-fils du Général Pick; c'est un garçon plein d'intelligence mais qui n'a pour toute fortune que l'épée de son grand père, je me suis fait la loi de ne rien accorder à tous ceux qui les touchent de près, et cet enfant est aussi mon petit fils; car c'est mon fils aîné qui a épousé la fille unique de Pick." Vous m'obligeriez donc beaucoup en vous chargeant de le faire admettre vous même à West Point." Mr. Van Buren répondit sur le champ qu'il le ferait avec un plaisir infini; il s'en occupa en effet; malheureusement l'enfant n'avait pas l'âge requis par les réglementations, il fut manqué quelques mois, et le place ne lui fut point donnée. La nouvelle administration se chargera de lui en faire avoir une autre.

Le locos-focos commencent à s'inquiéter très fort de la manière dont toutes les parties de l'Union ont accueilli l'élection du président Tyler. Cette élévation en effet met au néant toutes les charges d'abolitionisme qu'ils avaient tenté de faire peser sur le parti Whig. Il ne leur est pas possible d'élever le moindre doute sur l'opinion de Mr. Tyler dans cette question si vitale pour le Sud. Je ne serais pas étonné de voir bientôt les organes locos-focos se montrer fort indulgens pour ce pauvre Tyler, envers l'abolitionnisme et les abolitionistes, afin de se ménager l'appui de cette fraction. Le Sud alors sera bien convaincu qu'il n'a jamais eu de défenseur plus sincère de ses intérêts que le parti Whig, qui marche aujourd'hui sous la conduite d'un chef whig qui lui appartient.

Une autre contrariété pour les locos-focos, c'est de voir combler de gens de tous les partis sont rallies à la nouvelle administration, les uns attirés par la bonté du Général Harrison, les autres entraînés par la fermeté de caractère de son successeur. Les hommes de parti peuvent se chagriner d'un semblable résultat, mais les patriotes de tous les partis se réjouissent de ce retour vers l'union et la bonne intelligence.

On lit dans le National Intelligencer du 17:

Le President a établi sa demeure à la Maison Blanche. Une partie de la famille du général Harrison y demeure encore.

Il y a eu le 15, à New-York, une immense assemblée pour répondre à l'adresse du President Tyler.

Moses Patten, a été nommé consul du Texas à Bangor, Maine;

James Wenthrop Andrews, a été nommé consul de Grèce, pour le port de Boston, Massachusetts;

John Lucius Hedley, a été nommé vice-consul de Portugal, à Charleston, C. du S.

Les bruits de guerre qui circulent en Angleterre ne paraissent trouver que peu de sympathie en Irlande, si l'on en juge par l'article suivant du *Dublin Pilot*:

"LA GUERRE—L'ANGLETERRE et L'IRLANDE.

"Le temps approche où l'Angleterre doit être ou la mère ou la fille de l'Irlande.

"Il est possible à l'Angleterre de déclarer la guerre: mais qui fera la guerre pour l'Angleterre? l'Irlande? Quoi! payer des taxes et verser notre sang!—Pour quoi l'Angleterre fait-elle la guerre à la France? Il n'y a certainement nul sentiment irlandais, nul intérêt irlandais dans cette guerre. Qu'est-ce que l'Irlande a fait à l'Irlande pour en venir à s'égorger mutuellement? Supposons que la France envahisse l'Irlande, en ce cas, où l'Angleterre trouvera-t-elle, au milieu de ses colonies, des troupes pour l'Irlande? D'un autre côté l'Irlande se défendra-t-elle elle même? ou laissera-t-elle les combats aux parties intéressées ne voulant pas choisir entre ses maîtres? Il est certain que l'Angleterre ne doit pas compter sur la coopération de l'Irlande.

"Une guerre contre l'Amérique est une guerre contre des descendants bâtards de notre ancien tyran, si jamais elle ne nous avait traités en esclaves nous serions la guerre pour elle contre l'Amérique avec regret; mais dans la situation des choses, nous ne pouvons faire la guerre contre l'Amérique: nos cœurs nous le détendent et nos unins seraient impuissans.

Pourtant ce langage n'est-il pas la manifestation de l'opinion de toute la population; mais il doit cependant avoir quelque écho et trouver quelque sympathie dans les masses: sans cela une telle doctrine n'aurait jit se produire.

Jamais l'Irlande n'a eu de sympathies pour l'Angleterre qu'elle déteste cordialement comme les opprimés détestent les oppresseurs: aussi, doit-elle considérée comme un embarras très-sérieux en cas de guerre. On croit généralement en Europe que si l'Angleterre se trouvait en guerre, si avec les Etats-Unis soit avec la France, O Connell en profiterait pour arracher au gouvernement britannique des concessions pour l'Irlande, ou en d'autres termes qu'il mettrait à prix le concours de ses constituans.

INCENDIE A NORTH-BEND.

On lit dans le *Cincinnati Enquirer* du 12:

"Nous sommes peinés d'apprendre que la résidence du général Harrison à *North Bend* a été en partie détruite par un incendie hier soir. Le feu a pris dans l'aile Nord Ouest laquelle a été entièrement consumée ainsi que le salon qui la lait au principal corps de bâtiment. La tour de la maison a été sauvé. Le mobilier quoique considérablement endommagé a été en grande partie sauvé. Le feu a pris par accident et nous n'avons point entendu évaluer le dommage.

"Nous regrettons d'avoir à ajouter que le steamer *New York* a passé devant North Bend pendant la conflagration ayant une pompe mobile à bord, sans porter aucun secours. Nous croyons qu'il y aura quelque méprise là dessous; mais si cela était vrai, la conduite des officiers du *New-York*, en cette circonstance, mériterait la plus sévère réprobation."

Une lettre écrite par M. L. J. Delplain, maître de poste à Wheeling, Virginie, et datée du 14 avril, porte ce qui suit:

"Nous apprenons par la malle de ce matin que la résidence du général Harrison à North Bend, Ohio, a été entièrement dévorée par les flammes dimanche soir, 11 courant."

Le *Cincinnati Republican* du 12 contient ce qui suit: "La capitaine du steamer *New York* rapporte qu'au moment où il passait près de la demeure du général Harrison, à 6 heures du soir à l'aile occidentale était en feu. Le toit était couvert de personnes armées de haches et de seaux pour tâcher de sauver le principal corps de logis. Le capitaine croit que le principal corps de logis sera sauvé."

P. S. On a appris depuis que tout avait été détruit par les flammes.

LES ETATS-UNIS ET L'ANGLETERRE.

(Voir le *Courrier* du 5, et l'*Abeille* du 21 de mois.)

Le nouveau président des Etats-Unis, M. Tyler, a dit dans son adresse au Peuple Américain: —"Relativement aux relations étrangères, le fonds de notre politique sera de rendre justice à tous et de ne souffrir l'injustice de personne. Tout en cultivant avec soin les relations amicales avec tous, je considérerai comme le premier de mes devoirs de m'assurer que l'honneur national ne reçoive aucune tache" Il n'est pas un seul citoyen aux Etats-Unis, quelle que soit d'ailleurs la couleur politique à laquelle il appartienne, et quelque *ultra* qu'il puisse être dans ses opinions ou dans ses antipathies, qui n'applaudisse au fond de son cœur à de si patriotiques paroles. Nous n'avons pas l'honneur d'être du parti dominant; mais nous ne saurions nous abstenir de rendre hommage à l'homme dont le premier devoir, comme chef suprême du pays, est, selon lui, d'entourer l'honneur national d'une égide qui le mette à l'abri de toute atteinte injurieuse ou déshonorante.

Assurément lorsque le successeur du général Harrison a tenu ce langage, et qu'il ajouté, comme pour mieux développer sa pensée:—"Dans ce but, la condition de nos moyens de défense sera l'objet de notre plus ardente sollicitude," il aît avoir en vue les difficultés qui existent entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne, difficultés que l'arrogance de la presse et de quelques uns des membres du parlement de cette dernière nation pourrait compliquer de manière à les rendre inarrangeables; et si nous ne nous sommes méprix sur sur le sens, si sur la portée des paroles présidentielles, ne devons nous pas considérer comme un devoir sacré pour le congrès et pour la nation dont ce corps est l'organe, d'accorder un concours prompt et loyal à l'exécutif, pour le mettre en état de réaliser ses plans relativement à la défense du territoire et au maintien de l'honneur national?

Il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas voir que l'on puisse douter un seul moment de zèle, de la bravoure et de l'unité de sentiment et d'action qu'il mettra à défendre le pays contre toute agression étrangère, et bien aussi que ces qualités citoyennes aient été considérées comme une des meilleures forteresses pour maintenir l'inviolabilité du sol, cependant, l'art de la guerre s'est tellement perfectionné dans ces derniers temps, que, il nous n'employons pas les mêmes moyens, les mêmes armes, la même tactique dont on peut faire usage contre nous, quel que braves que nous soyons, et quel que soit notre patriotisme, le pays tout entier aura beau se présenter à la brèche comme un seul homme, il se défendra vaillamment, mais il faudra peut-être qu'il y succombe.

En effet, nous avons déjà fait voir dans un précédent article que la force totale de la marine des Etats-Unis se composa seulement d'une soixantaine de vaisseaux, parmi lesquelles on ne compte tout au plus que vingt-trois ou vingt quatre navires de haut bord (vaisseaux de ligne ou frégates de différentes classes.) Eh bien! ne doit-on pas concevoir tous les dangers que court cette marine, dans le cas où l'Angleterre voudrait simplement faire usage contre elle de ses frégates à vapeur? L'Angleterre possède une flotte de 5 vaisseaux, réunie en une seule flotte au moins une quarantaine de navires de cette description, tenant le reste en réserve dans ses ports pour les éventualités européennes: si l'on admet cette possibilité, quels immenses avantages n'aura-t-elle pas sur nous du moment que ses forces navales pourront se passer du vent pour se rendre de chacune des extrémités, qu'il leur sera facile de nous prendre de proueau de poupe, de déjouer ainsi l'action de notre artillerie, et partant, de nous obliger à leur amener nos pavillons, si nous ne voulons être coulés à pic!....

Si des périls réels de mer nous passent à ceux de terre, combien de raisons n'existe-t-il pas pour mettre en émoi le peuple américain et le faire trembler sur le sort de ses riches capitales, dans le cas où le pays viendrait à être envahi par des forces considérables! sur six cents lieues et plus de côtes maritimes que nous possédons sur l'Atlantique, environ cent vingt cinquante à quatre cents sur le Golfe du Mexique, et à peu près quatre cents sur les lacs et le St. Laurent, combien de forteresses pourront-nous pour protéger nos grandes villes commerçantes et manufacturières contre le pillage et la dévastation? Nous devrons, peut être, par un sentiment d'amour-propre national hésiter à exposer au grand jour la déplorable condition dans laquelle se trouve, sous ce point de vue, notre système de défense territoriale, tant il y a de quoi s'étonner de l'apathie que l'on a mis à le placer sur un pied respectable; mais quoiqu'il nous en coûte, cependant, nous aborderons ce sujet, et nous dirons l'espoir qu'après avoir fait le relevé de nos fortifications, beaucoup de nos concitoyens partageront nos inquiétudes et uniront leur voix à la vôtre pour obtenir une protection plus conforme à nos besoins, comme nation, à nos richesses et notre avenir.

La frontière du Nord, du côté du lac Erie, passe le que deux forts; à savoir le fort *Niagara* sur à l'entrée du détroit de ce nom se jette dans le lac Ontario, et le fort *Ontario*, place à l'entrée du port d'Oswego. Tout l'ouest sont dans l'Etat de New-York. Les murs du premier fort, du côté de la rivière Niagara, ont été poussés, jusqu'à présent, qu'à mi-hauteur, et il y a simplement pour les fondations et une partie du soubassement du nouveau mur que l'on doit élever du côté de la mer. Vers la fin de l'année dernière on a commencé les travaux de revêtement du côté de terre, et la forteresse aurait été probablement achevée si le département du génie avait pu réaliser les 5 mille dollars pour cet objet, par le budget de la guerre, sur l'exercice de 1840. Pour ce qui est du fort *Ontario*, on a presque terminé l'excavation et l'enfoncement du glacis, ainsi que la fouille du fossé, et quatre bastions ont été construits en materiaux bruts. Le revêtement en bois de la partie inférieure de l'escarpe a déjà été élevé à la hauteur de douze pieds, et ce fort, de même que celui de Niagara, aurait été achevé, si l'on avait pu réaliser les fonds du budget.

Du côté de la mer, New-York possède en outre des forteresses suivantes: le Fort Schuyler, sur la rivière de l'Est; le fort Columbus, à la rade de Hellgate; la batterie Sud, établie sur l'île Gouverneur, dans la rade de New-York et le fort Hamilton, le fort Lafayette, le fort Gibson et le fort Wood, placés sur différens points de la côte qui longe cette même rade.

Ces forts, de même que les premiers ne sont pas encore achevés, et le fussent-ils, ils ne seraient point, qu'une bien faible protection, car le passage qu'ils doivent dans la rade ne saurait être défendu par les fortifications de Long-Island, seulement; et pour, il faut qu'il fut convenablement, il faudrait établir des forteresses sur la rive opposée; c'est-à-dire, sur Staten Island et pour ne pas être plus, enfin, l'abolitionnisme et les abolitionistes, afin de se ménager l'appui de cette fraction. Le Sud alors sera bien convaincu qu'il n'a jamais eu de défenseur plus sincère de ses intérêts que le parti Whig, qui marche aujourd'hui sous la conduite d'un chef whig qui lui appartient.

Une autre contrariété pour les locos-focos, c'est de voir combler de gens de tous les partis sont rallies à la nouvelle administration, les uns attirés par la bonté du Général Harrison, les autres entraînés par la fermeté de caractère de son successeur. Les hommes de parti peuvent se chagriner d'un semblable résultat, mais les patriotes de tous les partis se réjouissent de ce retour vers l'union et la bonne intelligence.

On lit dans le National Intelligencer du 17:

Le President a établi sa demeure à la Maison Blanche. Une partie de la famille du général Harrison y demeure encore.

Moses Patten, a été nommé consul du Texas à Bangor, Maine;

James Wenthrop Andrews, a été nommé consul de Grèce, pour le port de Boston, Massachusetts;

John Lucius Hedley, a été nommé vice-consul de Portugal, à Charleston, C. du S.

Les bruits de guerre qui circulent en Angleterre ne paraissent trouver que peu de sympathie en Irlande, si l'on en juge par l'article suivant du *Dublin Pilot*:

"LA GUERRE—L'ANGLETERRE et L'IRLANDE.

"Le temps approche où l'Angleterre doit être ou la mère ou la fille de l'Irlande.

"Il est possible à l'Angleterre de déclarer la guerre: mais qui fera la guerre pour l'Angleterre? l'Irlande? Quoi! payer des taxes et verser notre sang!—Pour quoi l'Angleterre fait-elle la guerre à la France? Il n'y a certainement nul sentiment irlandais, nul intérêt irlandais dans cette guerre. Qu'est-ce que l'Irlande a fait à l'Irlande pour en venir à s'égorger mutuellement? Supposons que la France envahisse l'Irlande, en ce cas, où l'Angleterre trouvera-t-elle, au milieu de ses colonies, des troupes pour l'Irlande? D'un autre côté l'Irlande se défendra-t-elle elle même? ou laissera-t-elle les combats aux parties intéressées ne voulant pas choisir entre ses maîtres? Il est certain que l'Angleterre ne doit pas compter sur la coopération de l'Irlande.

"Une guerre contre l'Amérique est une guerre contre des descendants bâtards de notre ancien tyran, si jamais elle ne nous avait traités en esclaves nous serions la guerre pour elle contre l'Amérique avec regret; mais dans la situation des choses, nous ne pouvons faire la guerre contre l'Amérique: nos cœurs nous le détendent et nos unins seraient impuissans.

Pourtant ce langage n'est-il pas la manifestation de l'opinion de toute la population; mais il doit cependant avoir quelque écho et trouver quelque sympathie dans les masses: sans cela une telle doctrine n'aurait jit se produire.

Jamais l'Irlande n'a eu de sympathies pour l'Angleterre qu'elle déteste cordialement comme les opprimés détestent les oppresseurs: aussi, doit-elle considérée comme un embarras très-sérieux en cas de guerre. On croit généralement en Europe que si l'Angleterre se trouvait en guerre, si avec les Etats-Unis soit avec la France, O Connell en profiterait pour arracher au gouvernement britannique des concessions pour l'Irlande, ou en d'autres termes qu'il mettrait à prix le concours de ses constituans.

VENTES DE SHERIF.

John Hagburty vs. Theodore Wells et al.

COUR DISTRICT.—No. 19 [illegible]. Un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Cour de District du premier district judiciaire de l'Etat de la Louisiane, m'ont effet en vente quelque à la Bourse de la ville de St. Louis, entre les rues Chartres et Royale, lundi 12 mai 1841, à midi,

Tout ce certain morceau de terre situé dans la ville de la Nouvelle-Orleans, dans l'Est compris entre les rues Bassin, Franklin, Canal et Douane, mesurant 46 pieds de face à la rue Bassin et 46 pieds de profondeur, entre lignes parallèles, 120 pieds à la rue Franklin, sur laquelle rue elle a aussi une façade de 46 pieds, borne vers la rue du Canal par la propriété de Pierre Mérédy, et vers la rue de la Douane par la propriété de Wm. T. Thompson; ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui sont dessus. Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Cette crise étant la seconde et dernière, lotit en ressort de terre sera définitivement adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, pour comptant, qui sera offert à deux mois de crédit, l'acquéreur fournissant son obligation avec caution suffisante, portant intérêt à cinq pour cent par an et hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

J. L. THIELEN,
Sheriff de la Cour de District de Sar. District.

26 avril—14 d 19.

Alexandre A. Montreuil, épouse de Evariste Willis contre

COUR DE DISTRICT.—No 19603—Ma vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Cour de District du premier district judiciaire de l'Etat de la Louisiane, il sera vendu à la Bourse de la ville, rue St. Louis entre les rues Chartres et Royale, vendredi 14 mai, à midi,

La quart indivis de certains autres au faubourg Franchise présente ville, dans l'Est, ensemble entre les rues des Champs Elysées, des Bons Enfans, Mazeppa et Marais, désignés sous les No. 13, 14, et un quart en partage tiré du sud par M. Pilie, voyer de la ville sous la date du 14 décembre 1840, et annexé à un acte en réitéré de Thémis Richard, notaire, en date du 14 avril 1841. Les dites ses 4 ensemble chacun 36 pieds de long sur la rue des Bons Enfans sur 120 pieds 7 pouces 3/8 de profondeur et les autres 13 et 14 sur 36 pieds de long sur la rue des Champs Elysées 120 pieds de profondeur et les autres 13 et 14 sur 36 pieds de long sur la rue des Champs Elysées 120 pieds de profondeur et les autres 13 et 14 sur 36 pieds de long sur la rue des Marais sur 120 pieds 7 pouces 3/8 de profondeur,